

## Association COMPRENDRE

91400 ORSAY tél. 01 60 10 45 92 <http://comprendre.orsay.free.fr>

### Compte rendu de la rencontre-débat du mercredi 9 janvier 2019 à Orsay

#### Un nouveau récit pour l'Europe

animée par **Philippe HERZOG**

*ancien député européen, Président fondateur de 'Confrontation Europe'*

Environ cinquante personnes (salle pleine) ont participé à la rencontre-débat organisée par COMPRENDRE sur le thème de la situation actuelle de l'Europe et de son avenir. Cette soirée a été animée par Philippe Herzog dont une courte biographie nous a été rappelée par Paul Rigny, membre du C.A. de Comprendre :

*Dès sa sortie de Polytechnique en 1963, Philippe Herzog s'est passionné pour l'économie et pour la politique, deux champs qui gouvernent les États et construisent leur avenir. Acteur dans les équipes du Plan et des institutions qui lui ont succédé il a notamment été, de 1973 à 2003, professeur de Sciences économiques à Nanterre/Paris X.*

*Membre du Bureau politique du Parti Communiste Français, Philippe Herzog a été député européen de 1989 à 2004. Après avoir quitté le PCF, son intérêt s'est cristallisé sur la nécessité d'approfondir la fondation de l'Europe.*

*Auteur de nombreux rapports et ouvrages, il est aussi co-fondateur, avec Michel Rocard et Claude Fischer, de l'association «Confrontation Europe» qu'il préside. Depuis Bruxelles et Paris, cette association diffuse et fait progresser ses idées auprès des responsables économiques et politiques. Dans ce cadre, il a notamment été conseiller spécial de Michel Barnier au moment de la grande crise du système financier européen en 2008.*

*Aujourd'hui il propose d'agir, au-dessus des États et par la participation des peuples, au service d'une re-fondation qui apparaît toujours plus d'actualité. Ce projet ambitieux, s'il est indispensable, est aussi réaliste. Juste une pointe d'utopie capable de rassembler ?*

Au cours de son intervention, centrée sur la situation de l'Europe vue au travers de son expérience longue et passionnée, Philippe Herzog a successivement abordé les principaux points suivants, dont nous avons retenu l'essentiel et que l'on retrouve dans son dernier ouvrage : *'D'une révolution l'autre/Mémoires'* (ed. Le Rocher, 2018) :

- Le contexte en France et en Europe
- L'historique et le passé européens
- Le présent et le futur : 'Il faut repenser la démocratie européenne'
- Le rapport de l'Europe au Monde d'aujourd'hui

#### Le contexte

En France, le mouvement 'gilets jaunes', en pleine activité lors de la venue de notre invité à Orsay, met au grand jour des réalités mal perçues jusqu'à maintenant. Leur émergence ne se limite pas à la France (Podemos en Espagne, Cinq Étoiles en Italie, Hongrie). Qualifier ces mouvements de 'populistes' est trop réducteur.

Traversés par des peurs diverses et la paupérisation qui menace, les peuples ont le sentiment que le pouvoir leur échappe. Face à leur avenir – la mondialisation, les pays émergents – et à celui des générations qui suivent, ils veulent le reprendre. Cette situation remonte en fait aux années 60, mais, malgré 1968, elle était restée sans réel écho chez les politiques.

Pour rester dans l'actualité, il faut constater et regretter que la question de l'Europe ne figure pas parmi les thèmes proposés au départ pour le Débat National, malgré la proximité des élections européennes.

Dans ces élections on peut être sûr que l'Europe sera, en France en particulier, au second plan dans les votes et que ce sera, comme d'habitude, un vote sur le pouvoir en place, prôné par des partis dont le programme européen n'est pas forcément clair (la France ne sera pas la seule dans ce cas !)

## Quel regard sur le passé de l'Europe ?

Question : pourquoi l'Europe ? Deux références :

*Emmanuel Kant* : « fonder l'Europe pour mettre fin aux guerres incessantes »

*Robert Schuman* dont le projet fondateur était de marquer une civilisation.

Mais comment rassembler, sur des valeurs communes, des peuples dont l'histoire, et l'interprétation qu'ils en font, sont si différentes et ancrées dans le concept 'État-Nation' ? Par exemple, la Hongrie, qui a vu disparaître en 1919 70 % de son territoire, que le peuple revendique toujours, ou la Pologne dont le passé n'est qu'une succession de morcellements.

Comment amener à vivre ensemble des peuples dans une Europe qui n'a surtout vu, depuis des siècles, que des conflits ? Quand on a bâti le projet européen, il aurait fallu commencer par apprendre et faire apprendre le passé et le présent des peuples concernés.

Après la deuxième Guerre mondiale, un premier projet – la Communauté charbon-acier – s'est concrétisé, mais il ne s'agissait que d'un accord économique et non d'un projet politique qui reste à construire face à la diversité. Les 'valeurs' initiales, telles que la démocratie, ou la tolérance se sont traduites par des règlements d'application difficile.

L'obsolescence de la valeur 'travail' en France ne permet plus la création suffisante de richesses, en comparaison par exemple avec l'Allemagne, qui a su éviter la désindustrialisation et maintenir ses équilibres budgétaires. En revanche, l'Allemagne peut sans problème abuser de sa position dominante, puisque la concurrence est faible. En relation avec cette désindustrialisation, il faut aussi constater que les écoles d'ingénieurs françaises ne préparent plus vraiment leurs élèves à la production industrielle.

## Le présent face au futur : que faire ?

*« L'Europe n'est plus aujourd'hui le centre d'un Monde dont les marqueurs sont le capitalisme, la mondialisation, les pays émergents et l'Asie, alors que l'on persiste à y préparer l'avenir avec la vision du passé. »*

Nos enfants et nos petits-enfants n'ont pas connu et vécu son histoire récente et n'ont donc plus la même vision de l'Europe.

Aujourd'hui, le projet européen est devenu une machine qui a oublié ses fondements. La Commission est essentiellement composée de technocrates, alors qu'il y faudrait des 'hommes et des femmes d'État'. Il faut donc refonder la démocratie européenne face à sa technocratie dominante éloignée des peuples.

Le pouvoir européen est confié à la Commission par délégation au deuxième niveau, sans que les peuples aient réellement leur mot à dire, alors que celle-ci devrait au contraire recevoir un mandat électif clair, alors que dans les faits les élections européennes sont, dans la plupart des pays, des référendums sur la politique intérieure, ce qui sera encore le cas, probablement, en mai 2019.

Il faut, (ou il faudrait.) aussi :

- mettre en œuvre une stratégie prospective pour lancer de grands projets d'investissement à long terme dans des domaines tels que l'habitat ou les transports. Pour cela, il faudrait un budget européen spécifique qui n'existe pas. Les projets menés au niveau de territoires qui conduisent à de bons résultats, ne recueillent que 4 % du budget global de l'UE alors qu'il faudrait atteindre 30 %.
- investir beaucoup plus dans la formation pour accompagner les investissements matériels ; il y a un manque global de compétences.
- face au reste du monde. Les programmes Erasmus, très enrichissants, ne concernent qu'une petite minorité d'Européens diplômés.
- organiser une très large coopération face aux GAFAs, alors que le Marché Unique est surtout devenu une arme de protection de la concurrence intra-européenne.
- favoriser la création ou le développement de mouvements associatifs européens adaptés au monde actuel.

## Le rapport au reste du Monde

*‘ L'Europe n'est plus aujourd'hui le centre du Monde. ‘*

Il faut renforcer les relations avec l'Afrique en pleine émergence, la Chine et la Russie ou lorsque ces deux puissances agiront de concert, l'Europe devra faire front commun, sous peine de n'être plus que quantité négligeable face à ce bloc. Face à la mondialisation, aux superpuissances et aux GAFAs, se fera peut-être jour la nécessité de créer une véritable communauté politique.

Force est de constater aujourd'hui que l'on en reste à un groupement d'États-Nations opposés à la création des États-Unis d'Europe.

Dans ce cadre, il faut pratiquer le co-développement, à l'image de ce que pratique la Chine, qui ne se contente pas de financer des infrastructures, mais implante, notamment en Afrique, des entrepreneurs.

Il faut associer co-développement et politique migratoire au niveau européen : on en est loin !

## DISCUSSION (extraits)

*Faudrait-il un plan Marshall européen pour l'écologie ?*

C'est une bonne idée, mais, aujourd'hui, il n'y a pas de budget européen. L'Europe ne peut donc emprunter sur les marchés. Il n'y a pas de plan d'investissement qui puisse rassurer les investisseurs prêts à prendre des risques sur le long terme dans ce domaine.

La première proposition date de 2014 (plan Juncker), sans support budgétaire correspondant, alors que les États-Unis et la Chine ont massivement relancé l'investissement dès 2009. On peut aussi citer, en exemple, le fond souverain norvégien, qui prépare dès maintenant l'après pétrole.

*La Recherche & Développement au niveau européen ?*

Il y a des crédits depuis les années 1980 pour des programmes nationaux ou entre pays membres. La lourdeur des procédures ne favorise pas leur mise en route. Il faudrait

orienter plus nettement les crédits vers le développement, plus que vers la recherche pure. Par ailleurs, à la fin des programmes, les États sont libres de la suite à donner, donc du passage à l'industrialisation, obstacle difficile à franchir, surtout pour des raisons de financement; on peut surnommer cette phase '*la vallée de la mort*'.

*Il y a contradiction entre les mesures proposées, qui recevraient sûrement l'assentiment des citoyens, et le fait que le fonctionnement actuel de l'Europe interdirait leur mise en œuvre. Que faire pour corriger cette situation ?*

On observe, notamment en France, une rupture du dialogue entre législateurs et experts, ce qui se traduit par un recul accepté de la démocratie, au sens athénien du terme, et de la politique au sens large.

Philippe Herzog a argumenté son propos en mentionnant trois faits qui lui paraissent 'aberrants' :

- on confie à un seul les décisions concernant notre avenir
- peu ou pas de diversité des responsables au sommet de l'État.
- on a des réponses données par des élites qui ne représentent pas la société, à des questions qui n'ont pu être posées
- il faut rendre le pouvoir aux politiques

*Que penser du système de croissance actuel ?*

' Globalement, le système de croissance actuel, en particulier au niveau européen, nous mène droit dans le mur ! '

- le co-développement avec l'Afrique doit devenir fondamental. Il doit être traité de manière globale au niveau mondial.
- aujourd'hui, les arbitrages entre écologie et pouvoir d'achat sont difficiles car, si on laisse le choix, les gens choisissent le pouvoir d'achat. Il faut donc favoriser des investissements à long terme, dans l'habitat ou les transports par exemple. Actuellement, les grands investisseurs sont les GAFAM et la Chine.
- Il faut remettre la finance au service de l'économie, lui assignant un rôle d'aide aux choix politiques, alors qu'aujourd'hui, c'est elle qui fait les décisions.

*Quid de la lisibilité de l'Europe pour le grand public ?*

Les médias remplissent mal leur rôle. Pour avancer, il faudrait, là aussi, une volonté politique européenne, qui n'existe pas de nos jours. Les réseaux, dont les réseaux sociaux, sont à créer.

*Le rôle de la mobilité ?*

C'est la mobilité intra-européenne qui a entraîné la diversité, donc un des facteurs de l'enrichissement culturel européen. Il faut toutefois remarquer que la mobilité existe en Europe depuis le 13<sup>e</sup> siècle, dans une Europe qui, à l'époque, n'avait pas encore inventé les frontières !

*La maxime finale de Philippe Herzog :*

**« On ne naît pas européen, on le devient. »**

=====